
Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique (Exercice financier 2017)

Janvier 2018

**Organisation Japonaise du Commerce Extérieur (JETRO)
Département des études internationales Service du
Moyen-Orient et de l'Afrique**

Sommaire de l'Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique

Principales conclusions de l'étude	3
Champ de l'étude 2017 et profil des entreprises	4
Pays concernés par l'étude	5
1. Prévision des résultats d'exploitation	
▀ (1) Résultats d'exploitation 2017 (estimation) (par pays et par branches)	6
▀ (2) Résultats d'exploitation 2017 (estimation) (évolution de la proportion des entreprises excédentaires dans les principaux pays)	7
▀ (3) Evolution des prévisions des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente)	8
▀ (4) Perspective des profits commerciaux (par rapport à l'année précédente) (par pays et par branches)	9
▀ (5) Raisons expliquant « l'amélioration » des prévisions des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente)	10
▀ (6) Raisons expliquant la « détérioration » des prévisions des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente)	11
2. Perspectives	
▀ (1) Tendances du développement commercial sur 1 ou 2 ans (par pays, raisons de l'extension)	12
▀ (2) Évolution de l'effectif du personnel local et japonais expatrié	13
▀ (3) Raison de la présence d'une succursale en Afrique	16
3. Avantages et risques liés à l'investissement	
▀ (1) Attraits de l'investissement	17
▀ (2) Risques liés à l'investissement	18
4. Utilisation des ALE/unions douanières	
▀ (1) Utilisation des ALE/unions douanières	19
▀ (2) ALE/unions douanières utilisées	20
▀ (3) Pour référence : le développement en Afrique des communautés économiques régionales et de l'intégration économique	21
5. Opinions des entreprises japonaises envers l'implantation de la Chine en Afrique	22
6. Coopération et concurrence avec les entreprises des pays tiers	23
7. Pays les plus attractifs	24

Principales conclusions de l'étude

Les résultats sont radicalement différents selon les pays d'installation

-Le nombre d'entreprises ayant répondu dégager un résultat d'exploitation positif est le plus élevé depuis la mise en place de cette enquête-

Point 1

Prévision des résultats d'exploitation : les résultats d'exploitation sont radicalement différents selon les pays d'installation. Au Maroc, il atteint 61.1% ; du jamais vu.

Point 2

Perspectives : 90% des entreprises souhaitent développer leur activité au Maroc. La situation y est particulièrement favorable.

Point 3

Points entravant la conduite des affaires : forte inquiétude concernant la situation politique, principalement dans les grandes nations.

Point 4

Investissement : l'accélération de l'installation des entreprises chinoises provoque une intensification de la concurrence. Toutefois, certaines entreprises considèrent cela comme bénéfique.

Point 5

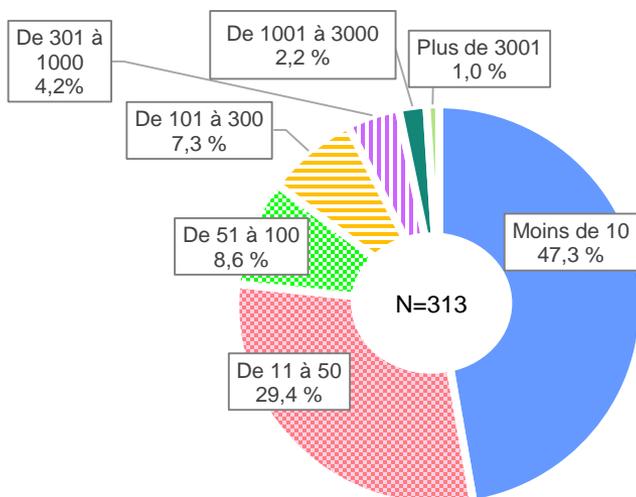
Pays les plus attractifs : le Kenya, le Nigéria et l'Afrique du Sud occupent les trois premières positions du classement pour la troisième année consécutive.

Champ de l'étude 2017 et Profil des entreprises

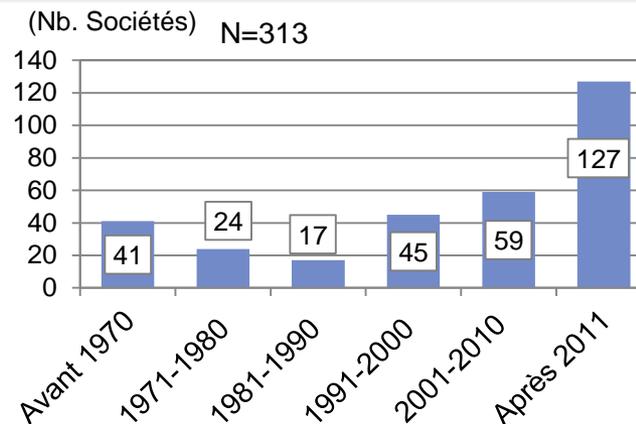
« Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique 2017 »

- ◆ Période : Du 21/08 au 13/10/2017
- ◆ Ratio de réponses valides 83,8%
(24 pays concernés; 315 entreprises sur 376 ont répondu)
- ◆ Objet de l'étude : Entreprises japonaises installées en Afrique
 - * Les entreprises bénéficiant d'une participation à leur capital d'une entreprise japonaise sont concernées par l'étude, quel que soit le taux d'investissement ou la présence ou non de personnel japonais expatrié en poste.

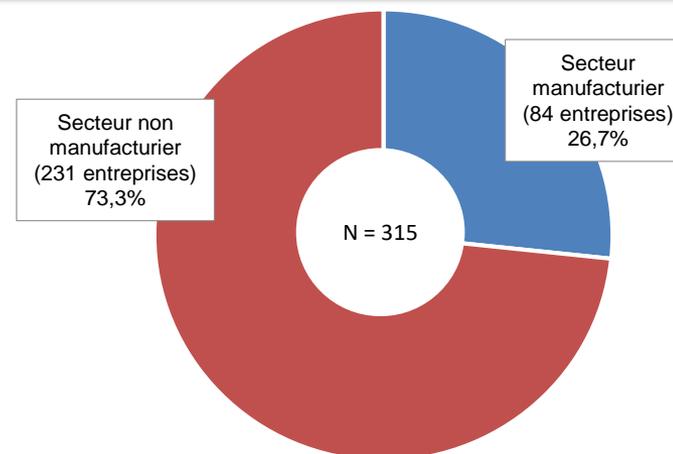
Nombre d'employés : la majorité des entreprises ont un effectif réduit



Année d'implantation: la majorité des entreprises se sont implantées après 2011



Secteur d'activité : le quart des entreprises ayant répondu appartient au secteur manufacturier



Pays concernés par l'étude: 24 pays concernés; 315 entreprises ont répondu

	Nombre d'entreprises interrogées	Nombre d'entreprises ayant répondu		Taux de réponses valides
		Nombre de réponses valides (dont secteur manufacturier)	%	
Total	376	315 (84)	100,0	83,8
Afrique du Nord	90	72 (21)	22,9	80,0
Egypte	49	38 (12)	12,1	77,6
Maroc	27	20 (6)	6,3	74,1
Tunisie	5	5 (2)	1,6	100,0
Algérie	9	9 (1)	2,9	100,0
Afrique de l'Ouest	44	44 (10)	14,0	100,0
Nigeria	22	22 (7)	7,0	100,0
Ghana	13	13 (2)	4,1	100,0
Côte d'Ivoire	6	6 (1)	1,9	100,0
Sénégal	3	3 (0)	1,0	100,0
Afrique de l'Est	68	68 (14)	21,6	100,0
Kenya	39	39 (6)	12,4	100,0
Tanzanie	10	10 (2)	3,2	100,0
Ethiopie	7	7 (2)	2,2	100,0
Ouganda	6	6 (2)	1,9	100,0
Rwanda	6	6 (2)	1,9	100,0
Afrique australe	174	131 (39)	41,6	75,3
Rép. d'Afrique du Sud	127	97 (32)	30,8	76,4
Mozambique	17	16 (4)	5,1	94,1
Zambie	10	6 (3)	1,9	60,0
Angola	7	5 (0)	1,6	71,4
Madagascar	5	4 (0)	1,3	80,0
Maurice	2	2 (0)	0,6	100,0
Botswana	1	0 (0)	0,0	0,0
Malawi	2	1 (0)	0,3	50,0
Swaziland	1	0 (0)	0,0	0,0
Namibie	1	0 (0)	0,0	0,0
Zimbabwe	1	0 (0)	0,0	0,0



Note 1 : les pays cibles de l'étude sont indiqués en couleur.

Note 2 : rouge : Afrique du Nord ; violet : Afrique de l'Ouest et centrale ; vert : Afrique de l'Est ; jaune : Afrique australe

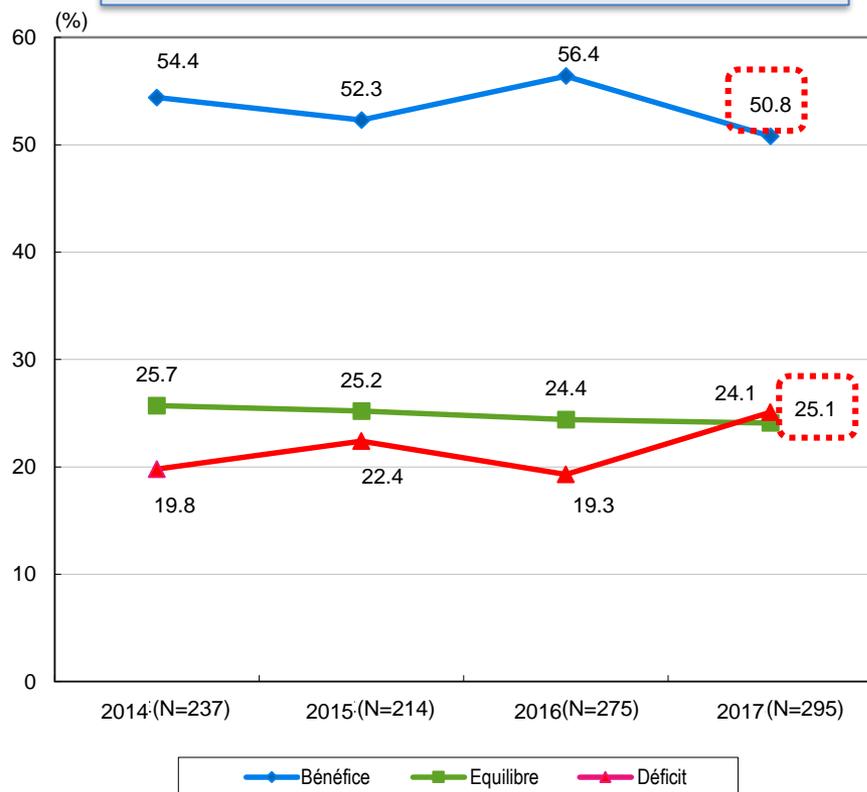
Note 1 : le taux de réponses, indiqué en pourcentage (%), est arrondi à la 1re décimale, ce qui explique que le total ne soit pas toujours égal à 100%.

Note 2 : la lettre N indique, dans ce rapport, le nombre de réponses valides (échantillon).

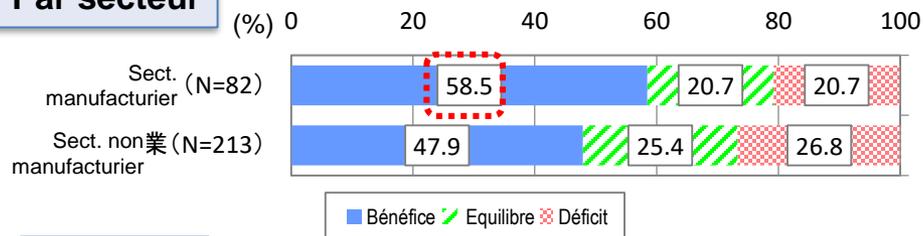
Résultats d'exploitation 2017 (estimation) 1 : les résultats d'exploitations sont radicalement différents selon les pays. Au Maroc, ils sont plus élevés que jamais.

- Si le taux d'entreprises ayant dégagé un bénéfice a diminué par rapport à l'année dernière, il demeure cependant supérieur à 50 %. Par contre, le taux d'entreprise ayant déclaré un déficit est le plus élevé de ces trois dernières années.
- On constate une forte disparité des résultats d'exploitation selon les pays d'installation. Le taux d'entreprises ayant dégagé un résultat d'exploitation bénéficiaire atteint par exemple 60 % en Afrique du Sud et au Maroc, contre seulement 25 % au Kenya.
- Le Maroc, porté par l'essor du secteur automobile, a le taux d'entreprises bénéficiaires le plus élevé des quatre dernières études, alors qu'au Kenya l'élection présidentielle a eu une influence négative sur les résultats d'exploitation, le plus faible des cinq dernières études.

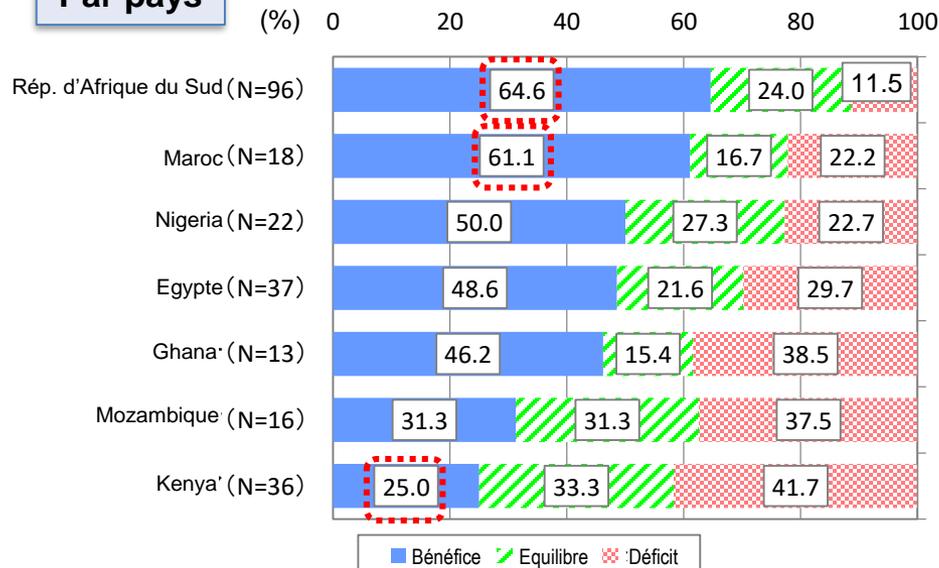
Résultats d'exploitation 2017 (estimation)



Par secteur



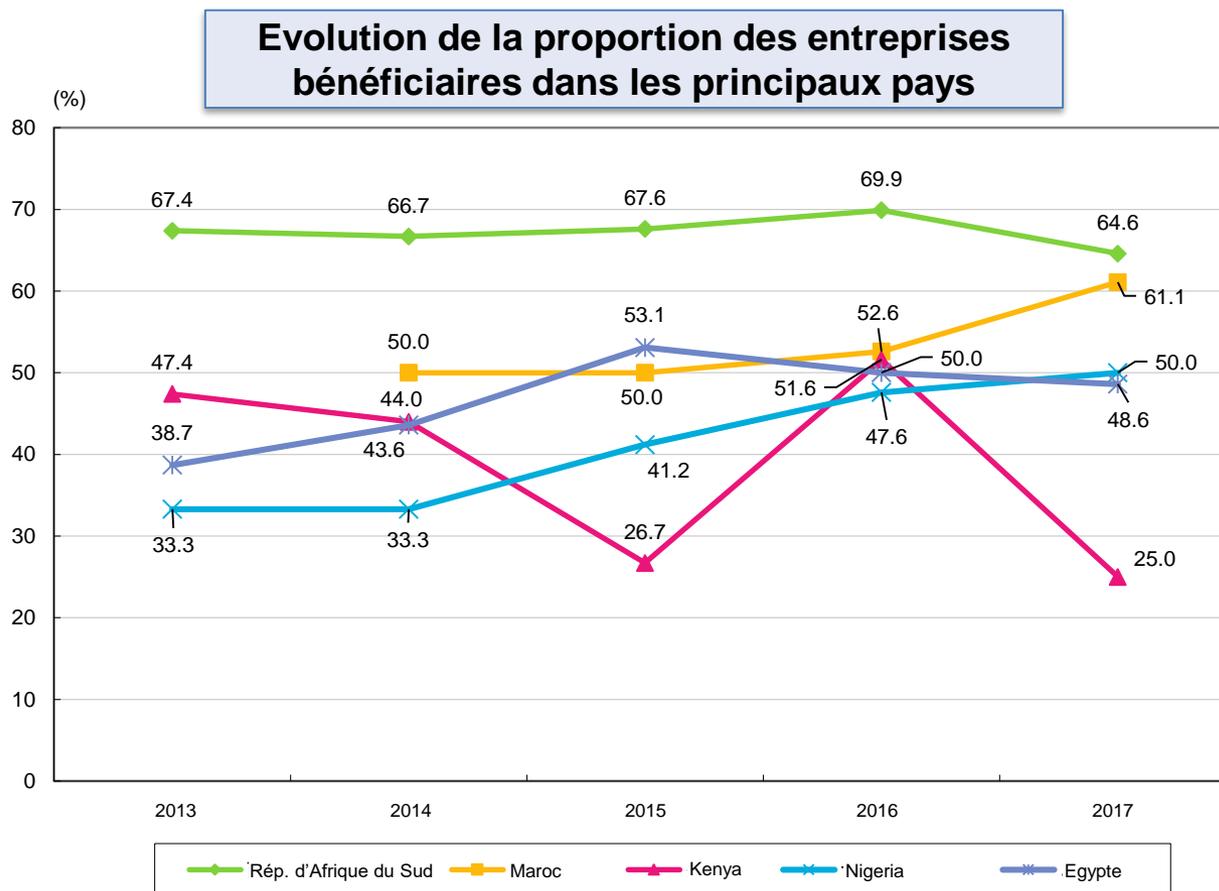
Par pays



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

Résultats d'exploitation 2017 (estimation) 2 :

- Si on observe la proportion d'entreprises générant du profit, on voit que plus de 60 % des entreprises génèrent des bénéfices avec constance en Afrique du Sud.
- Le nombre d'entreprises ayant dégagé un résultat d'exploitation positif est en augmentation au Maroc et au Nigeria. Par contre, on constate une volatilité importante selon les années au Kenya.

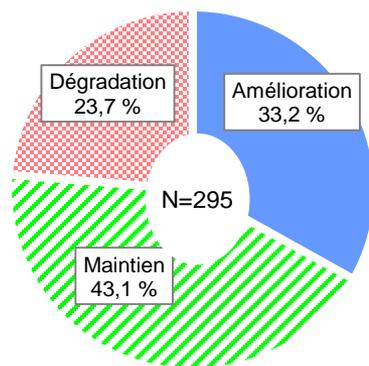


Note : Le Maroc ne faisait pas partie des pays étudiés en 2013.

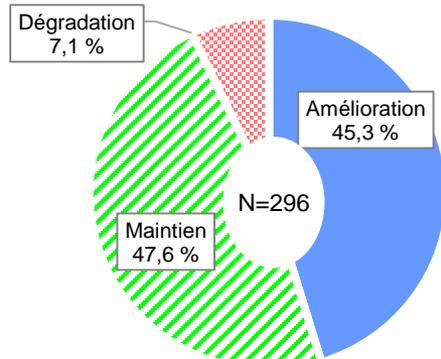
Perspective des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) 1 : les perspectives d'amélioration pour 2018 sont positives.

- La proportion des entreprises ayant répondu que leurs prévisions de résultats d'exploitation « allaient s'améliorer » entre 2016 et 2017 était de 33,2%, atteignant le niveau le plus bas des trois dernières années.
- Par contre, pour 2018, cette proportion a augmenté à 45,3%, laissant présager des perspectives positives.
- L'augmentation du prix du pétrole et l'amélioration de la stabilité politique devraient contribuer à une reprise de l'économie africaine.

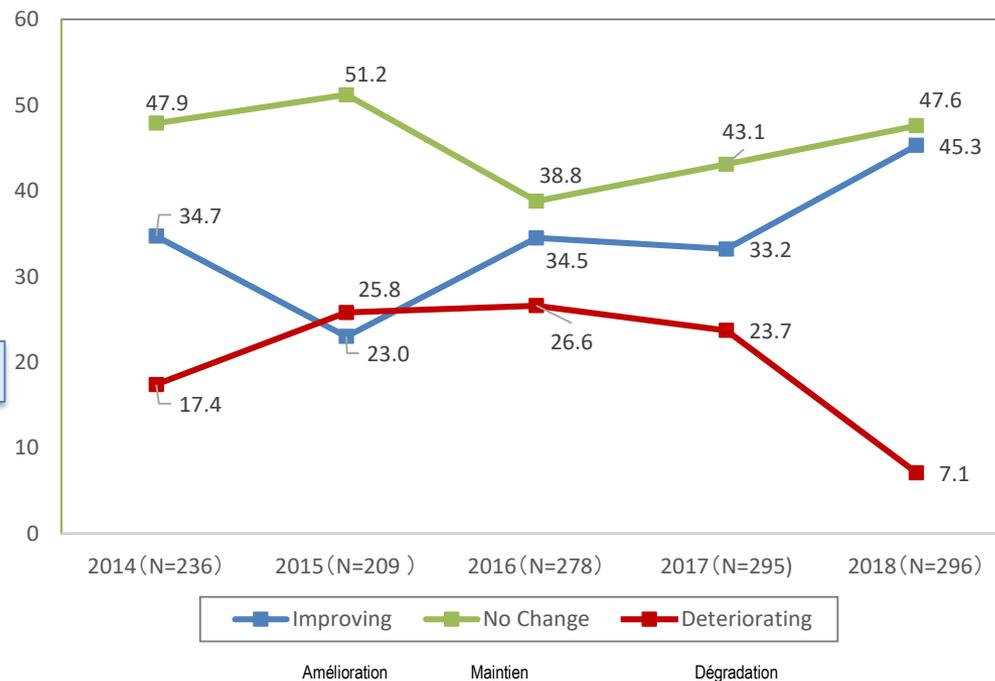
Résultats d'exploitation 2017 (estimation)



Résultats d'exploitation 2018 (prévision)



Évolution de l'estimation des résultats d'exploitation



Note : Il s'agit d'une estimation pour 2017, et d'une prévision pour 2018.

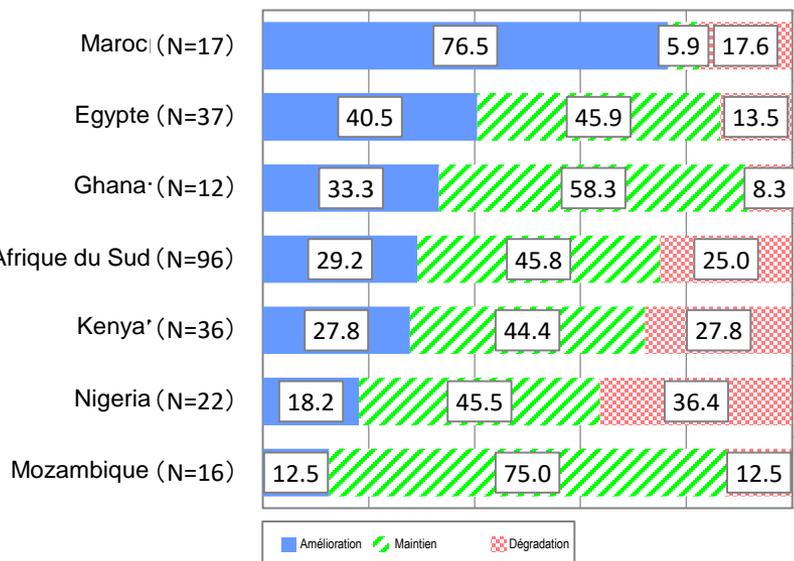
Prévision des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) 2 : données par pays et par secteurs

- En 2017, le taux d'entreprises ayant répondu que leurs résultats d'exploitation « vont s'améliorer » était le plus élevé au Maroc.
- Pour 2018, c'est l'Egypte qui est en tête, avec plus de 60 % des entreprises qui prévoient une amélioration de leur résultat d'exploitation.
- Vu par secteur, l'amélioration est la plus nette dans le secteur manufacturier.

Par pays

Résultats d'exploitation 2017 (estimation)

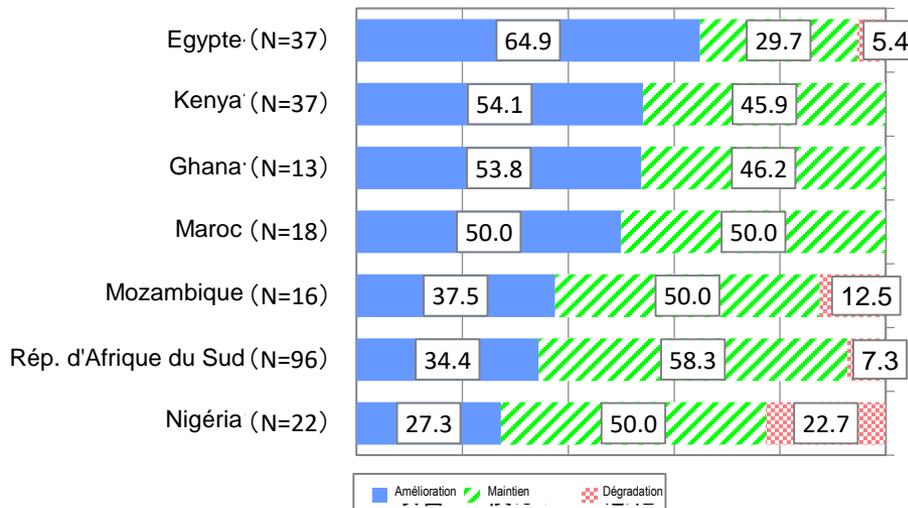
(%) 0 20 40 60 80 100



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

Résultats d'exploitation 2018 (prévision)

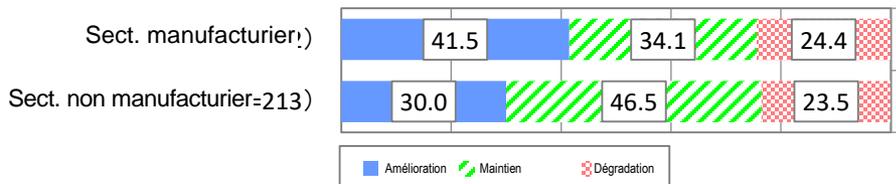
(%) 0 20 40 60 80 100



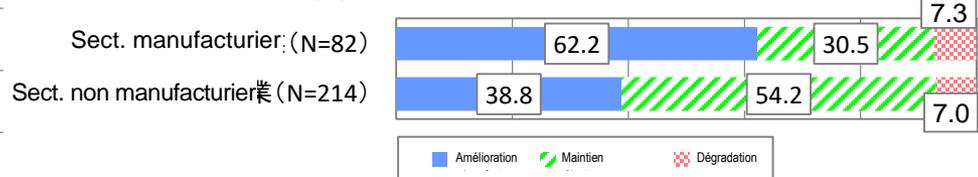
Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

Par secteur

(%) 0 20 40 60 80 100



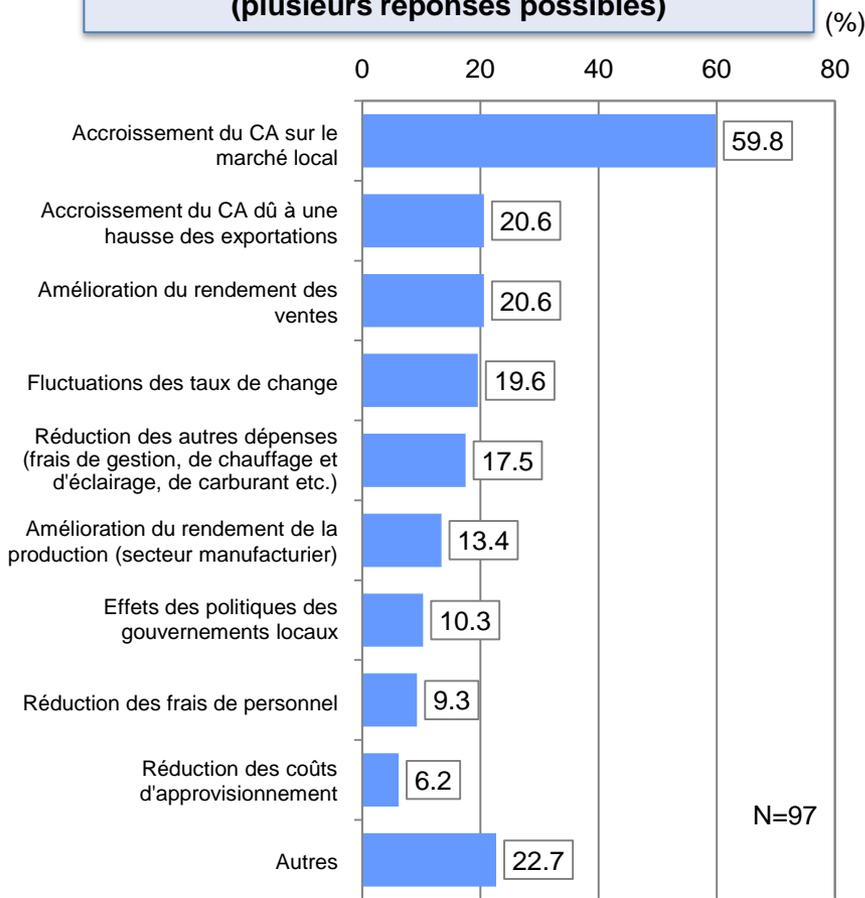
(%) 0 20 40 60 80 100



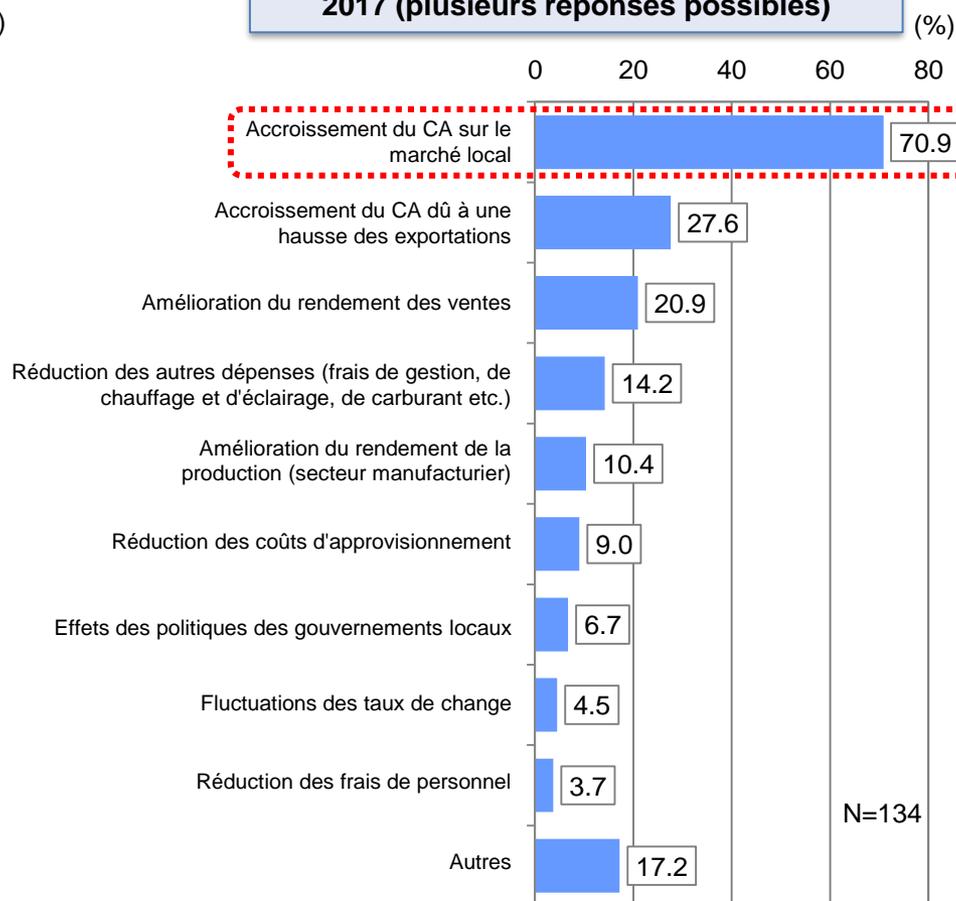
Prévision des profits commerciaux (par rapport à l'année précédente) 3 : raisons expliquant l'amélioration

- La plus grande cause de l'amélioration des résultats d'exploitation est « l'augmentation des ventes sur le marché local ». En 2018, la proportion de ce facteur d'amélioration a augmenté de 11,1%, ce qui montre un espoir de reprise du marché local.

Résultats d'exploitation 2017 (estimation)
Raison expliquant l'amélioration du résultat 2017
(plusieurs réponses possibles)



Résultats d'exploitation 2018 (prévision)
Raison expliquant l'amélioration du résultat 2017
(plusieurs réponses possibles)

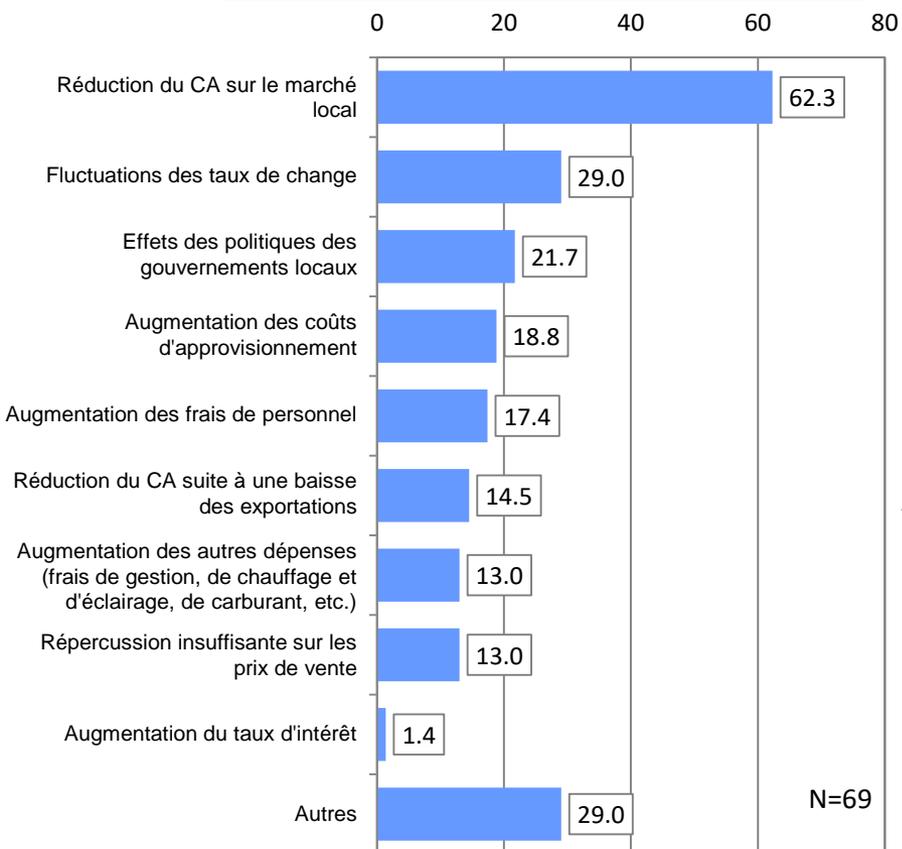


Prévision des profits commerciaux (par rapport à l'année précédente) 4 : raisons expliquant la détérioration

- Si le plus grand facteur ayant un impact négatif sur la prévision des résultats d'exploitation en 2017 était « la diminution des ventes sur le marché local », il s'agit en 2018 de « l'augmentation du coût de la main d'œuvre ». C'est particulièrement le cas dans le secteur manufacturier en Afrique du Sud, pour lequel de nombreuses entreprises ont exprimé leur préoccupation.

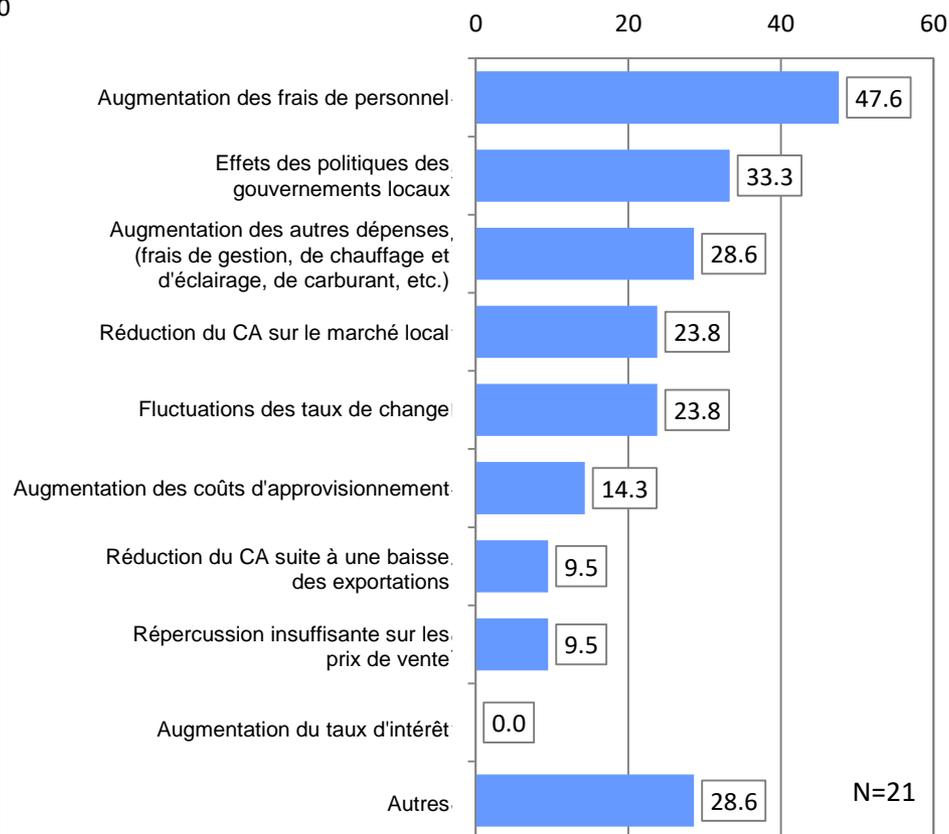
Résultats d'exploitation 2017 (estimation)
Raison expliquant la détérioration
(plusieurs réponses possibles)

(%)



Résultats d'exploitation 2018 (prévision)
Raison expliquant la détérioration
(plusieurs réponses possibles)

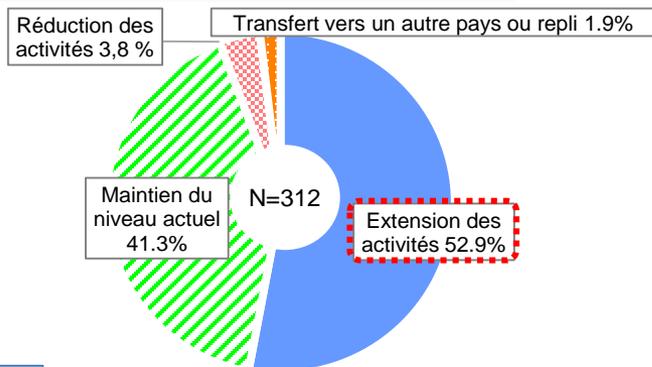
(%)



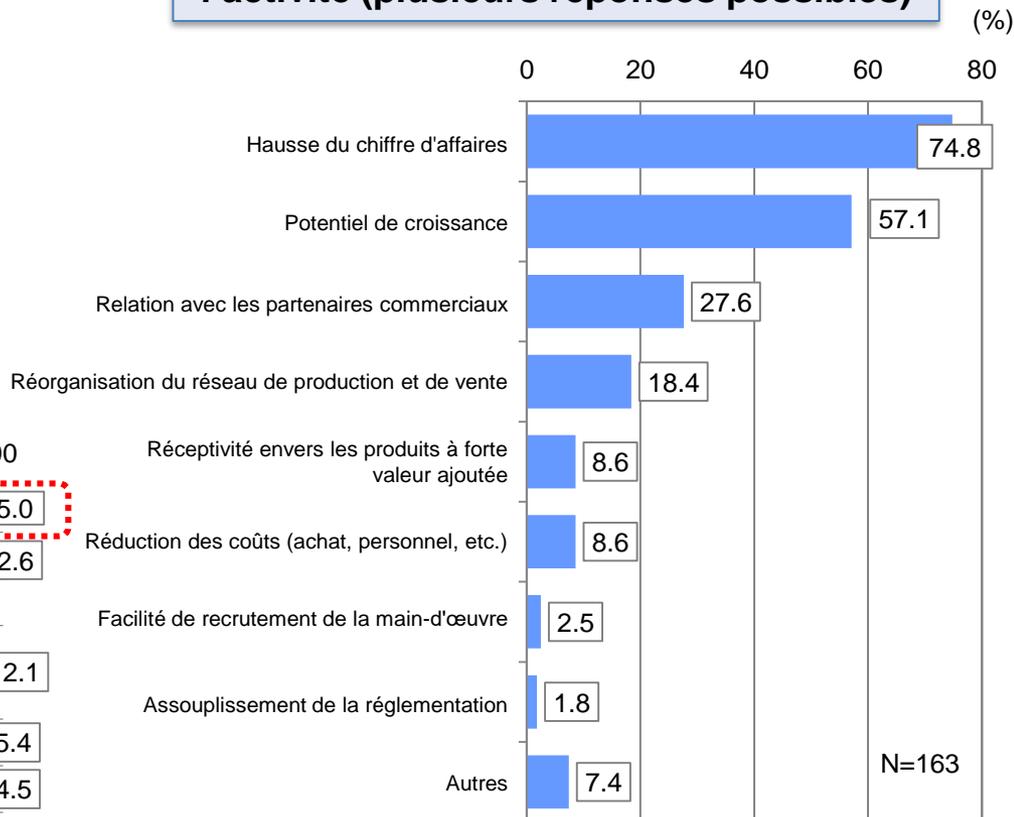
Perspectives : plus de la moitié des entreprises souhaitent étendre leur activité

- Plus de la moitié des entreprises envisage « un accroissement » de leur activité d'ici un ou deux ans.
- Si on ajoute les entreprises maintenant leur niveau actuel, plus de 90 % des entreprises envisagent de continuer à s'investir dans les affaires africaines.
- La situation est particulièrement favorable au Maroc, où 90 % des entreprises souhaitent étendre leur activité.

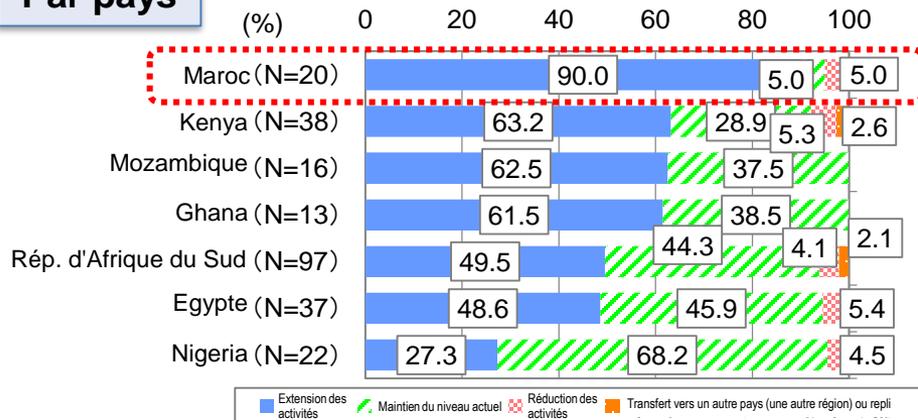
Tendances du développement commercial d'ici un ou deux ans



Raisons expliquant l'accroissement de l'activité (plusieurs réponses possibles)



Par pays

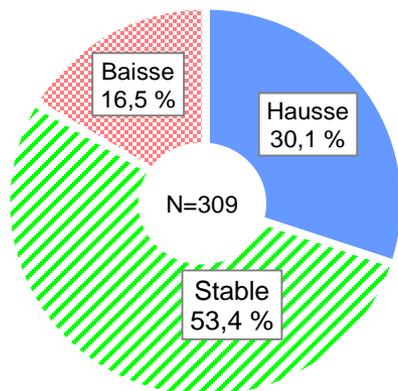


Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus

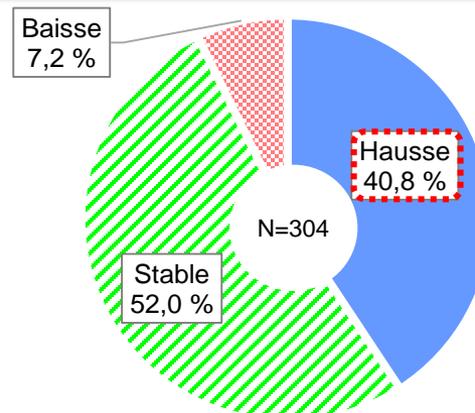
Nombre d'employés 1 : 40 % des entreprises prévoient une augmentation de leur personnel local

- 30 % des entreprises ont répondu avoir « augmenté » l'effectif de leur personnel local pendant la dernière année. Le nombre d'entreprises envisageant d'« augmenter » l'effectif de leur personnel dans le futur atteint 40 %. On note enfin une certaine stabilité concernant l'effectif en personnel japonais expatrié.

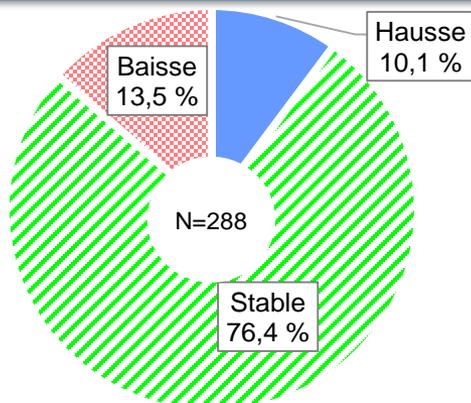
Personnel local : évolution sur la dernière année



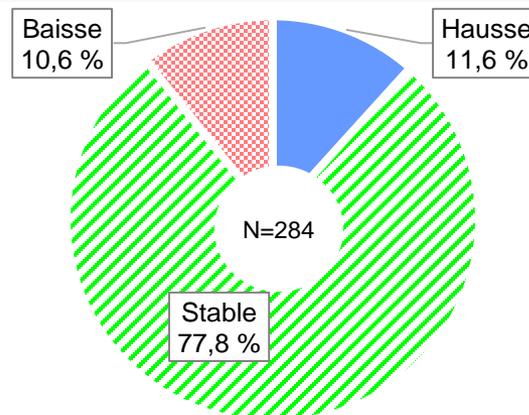
Personnel local : prévisions



Personnel japonais expatrié : évolution sur la dernière année



Personnel japonais expatrié : prévisions

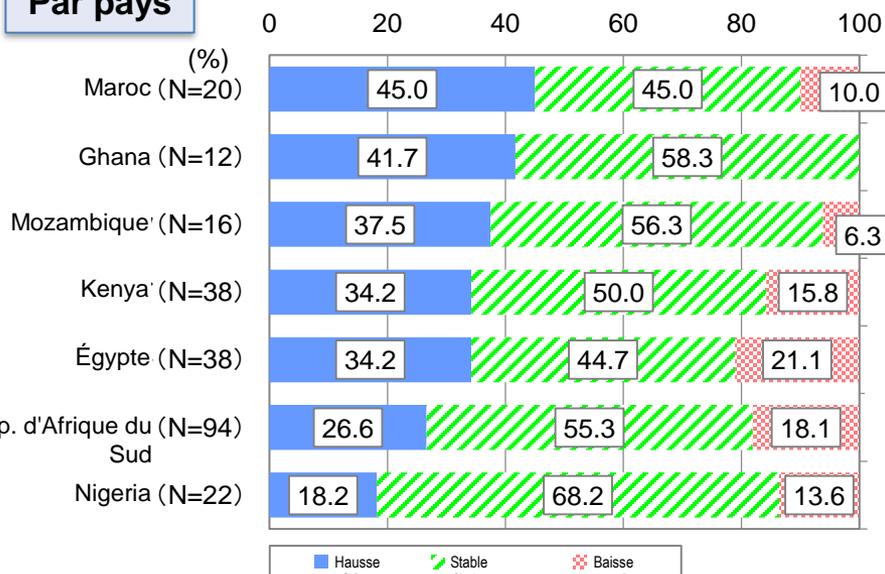


Nombre d'employés 2 : données par pays et secteurs (personnel local)

- Vu par pays, environ 70 % des entreprises ont répondu envisager une augmentation de l'effectif de leur personnel local au Maroc.
- Vu par secteurs, les effectifs augmentent, qu'il s'agisse ou non du secteur manufacturier.

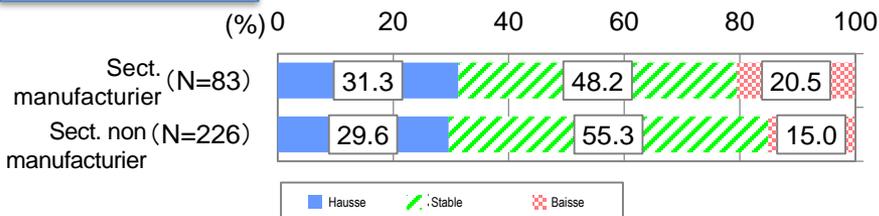
Personnel local : évolution sur la dernière année

Par pays

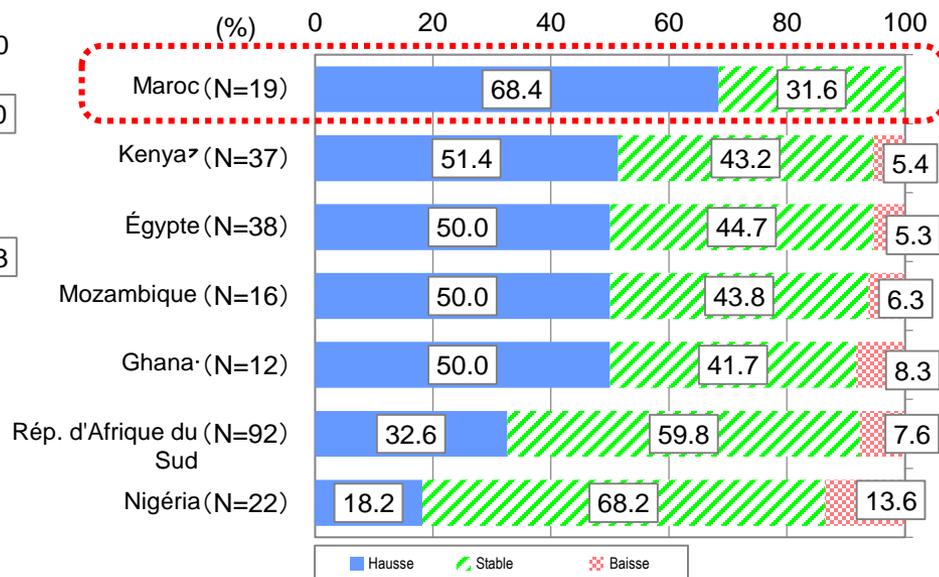


Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

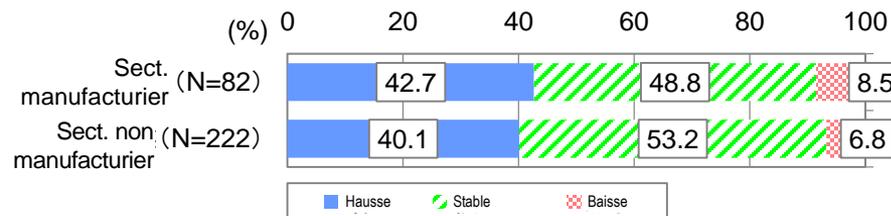
Par secteur



Personnel local : prévisions



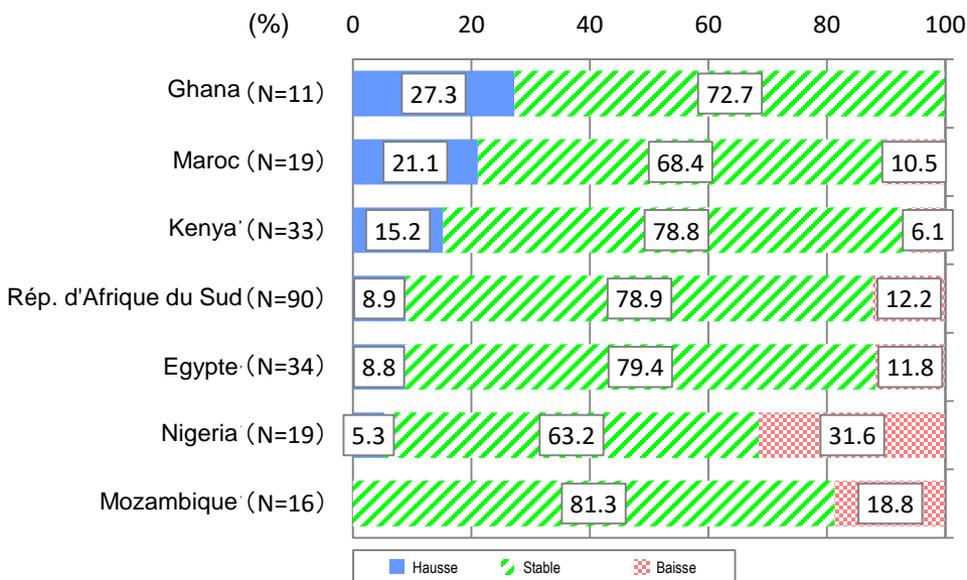
Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.



Nombre d'employés 3 : données par pays et par secteurs (personnel japonais expatrié)

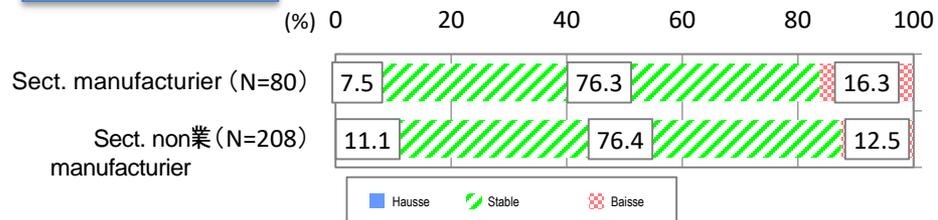
Personnel japonais expatrié : évolution sur la dernière année

Par pays

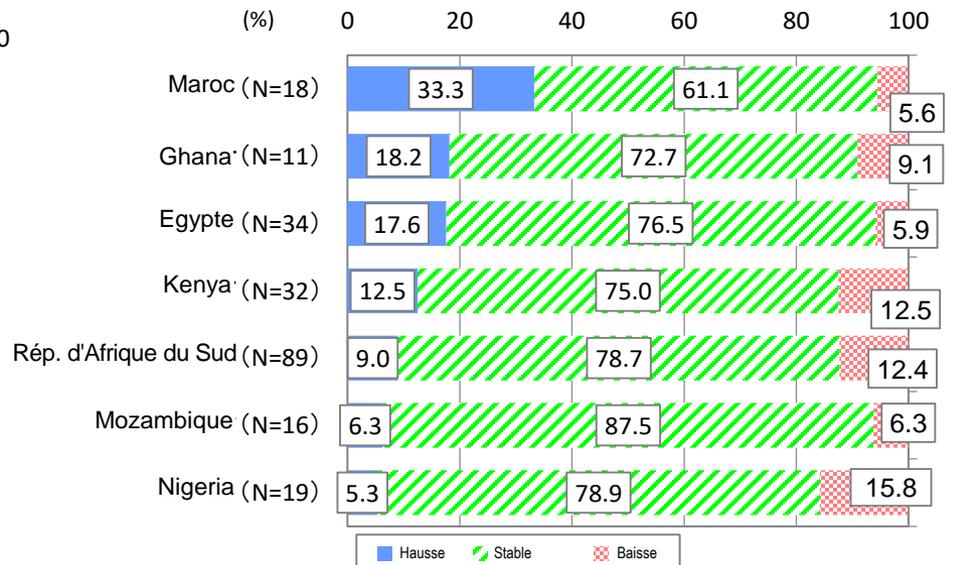


Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

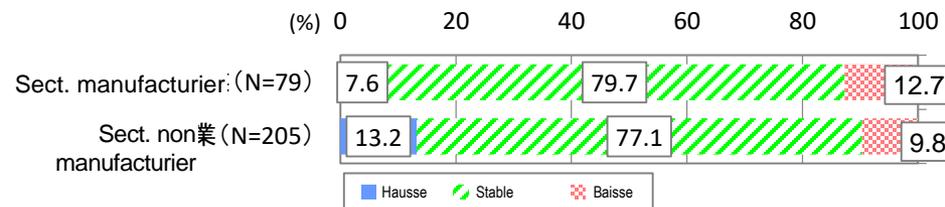
Par secteur



Personnel japonais expatrié : prévision d'évolution future



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.



Attraits de l'investissement : de grands espoirs quant à « la taille et le potentiel de croissance du marché ».

- « La taille et le potentiel de croissance du marché » sont des facteurs essentiels pour les entreprises. La tendance à considérer les marchés africains comme des destinations clés pour les débouchés commerciaux s'affirme de plus en plus ces dernières années.
- Par pays, c'est le Maroc qui est le plus attractif, suivi du Mozambique et du Nigeria, qui suscitent également de grands espoirs.
- L'évaluation de « la stabilité politique et sociale » présente de grandes disparités selon les pays. Celle-ci est particulièrement élevée au Maroc et au Ghana.

Avantages liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles) :



Par pays

(%)	Taille et potentiel de croissance du marché	Stabilité de la situation politique et sociale	Faiblesse des obstacles linguistiques ou de communication	Développement des infrastructures	Excellence du cadre de vie (expatriés)	Concentrations d'entreprises partenaires (clients)	Facilité de recrutement, qualité et taux de rétention du personnel	Avantages fiscaux et mesures d'incitation à l'investissement	Concentrations d'entreprises partenaires (fournisseurs)	Rapidité des diverses démarches
Total (N = 285)	61,8	29,8	26,0	18,2	13,7	13,0	8,4	6,7	3,5	2,5
Maroc (N = 20)	80,0	85,0	15,0	20,0	10,0	20,0	5,0	20,0	15,0	5,0
Mozambique (N = 12)	75,0	33,3	8,3	8,3	8,3	0,0	0,0	8,3	8,3	0,0
Nigeria (N = 14)	71,4	0,0	21,4	0,0	0,0	0,0	7,1	0,0	0,0	0,0
Kenya (N = 34)	67,6	11,8	52,9	11,8	2,9	14,7	14,7	0,0	0,0	2,9
Egypte (N = 36)	66,7	44,4	11,1	11,1	19,4	11,1	2,8	5,6	0,0	2,8
Rép. d'Afrique du Sud (N = 92)	60,9	6,5	28,3	19,6	8,7	18,5	7,6	6,5	4,3	1,1
Ghana (N = 13)	46,2	76,9	46,2	30,8	23,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

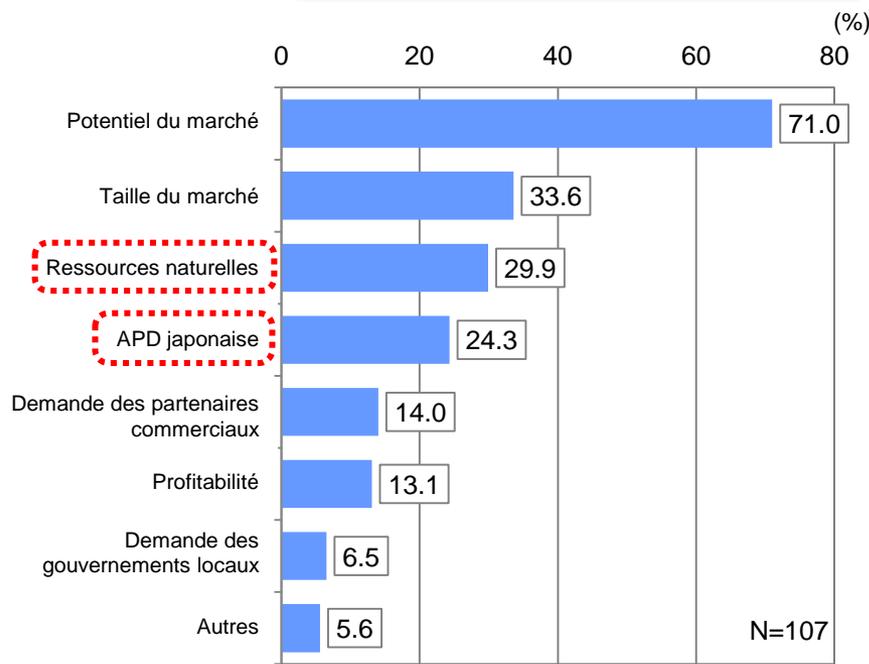
Note 1 : les parties ombrées en bleu correspondent au pourcentage supérieur à la moyenne (ensemble).

Note 2 : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

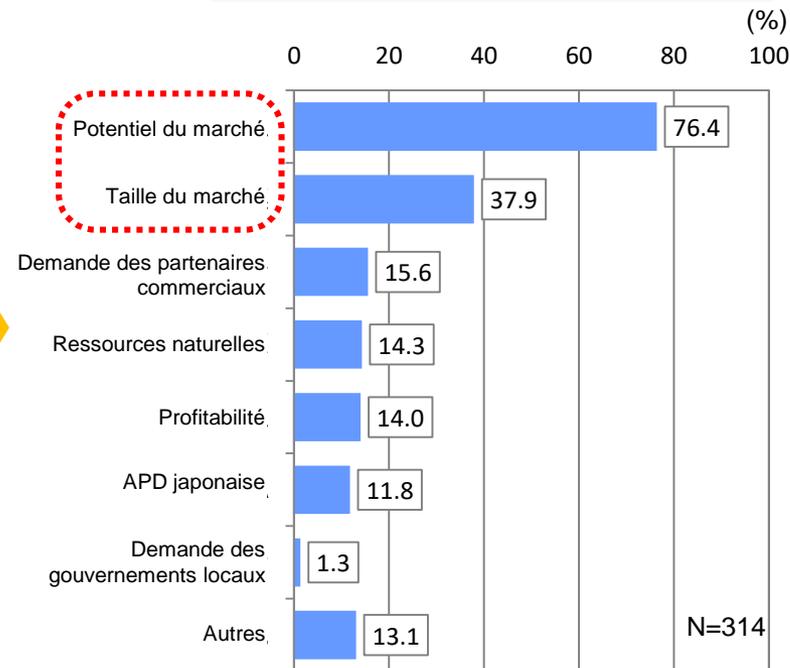
Raison de la présence en Afrique : la demande des consommateurs prévaut dorénavant sur les APD et l'accès aux ressources naturelles

- Si on compare les raisons des implantations des entreprises japonaises à celles d'il y a 10 ans, la proportion des « ressources naturelles » ou « l'APD japonaise » a diminué de moitié
- A l'inverse, le nombre d'entreprises invoquant « le potentiel du marché » ou « la taille du marché », ce qui sous-entend un ciblage de la demande privée, a augmenté.
- Ceci est la confirmation du changement de perception des marchés africains par les entreprises : les marchés africains sont considérés comme prometteurs.

Référence : Etude 2007
(plusieurs réponses possibles)



Etude 2017
(plusieurs réponses possibles)

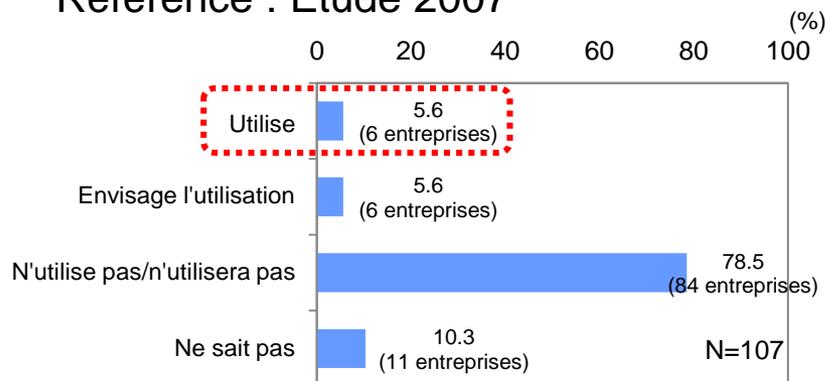


Utilisation des ALE/union douanières 1 : suite au développement des ALE régionaux, le nombre d'entreprises y ayant recours a augmenté

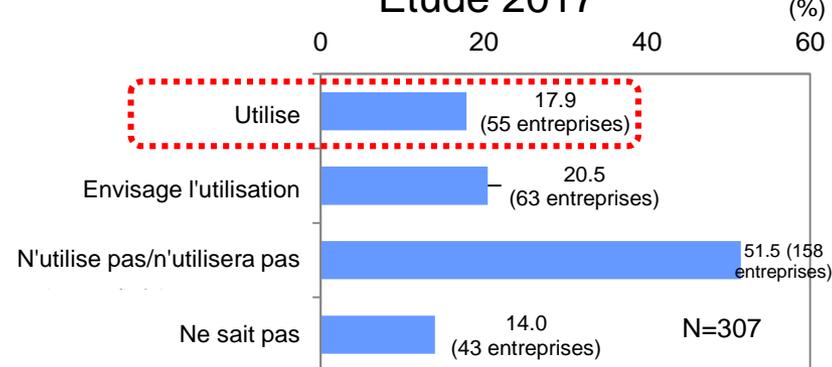
- Le nombre d'entreprises ayant recours aux ALE régionaux augmente constamment, notamment au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
- L'Afrique, tenue par le passé à l'écart de la libéralisation des échanges, voit s'amorcer un mouvement d'intégration régionale. Le projet de Communauté Economique Africaine (AEC), dont la fondation est prévue en 2028, se développe actuellement.
- En juillet 2007, les pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sont parvenus à un accord sur le contenu du traité concernant la zone tripartite de libre-échange (TFTA).
- En vue de la formation de la plus grande zone de libre-échange du continent africain, un accord fixant le cadre de la création de la Zone de Libre Echange Continentale (CFTA) entre les 55 pays membres de l'Union africaine (AU) devrait être trouvé en mars 2018.

Utilisation des ALE/unions douanières (plusieurs réponses possibles)

Référence : Étude 2007

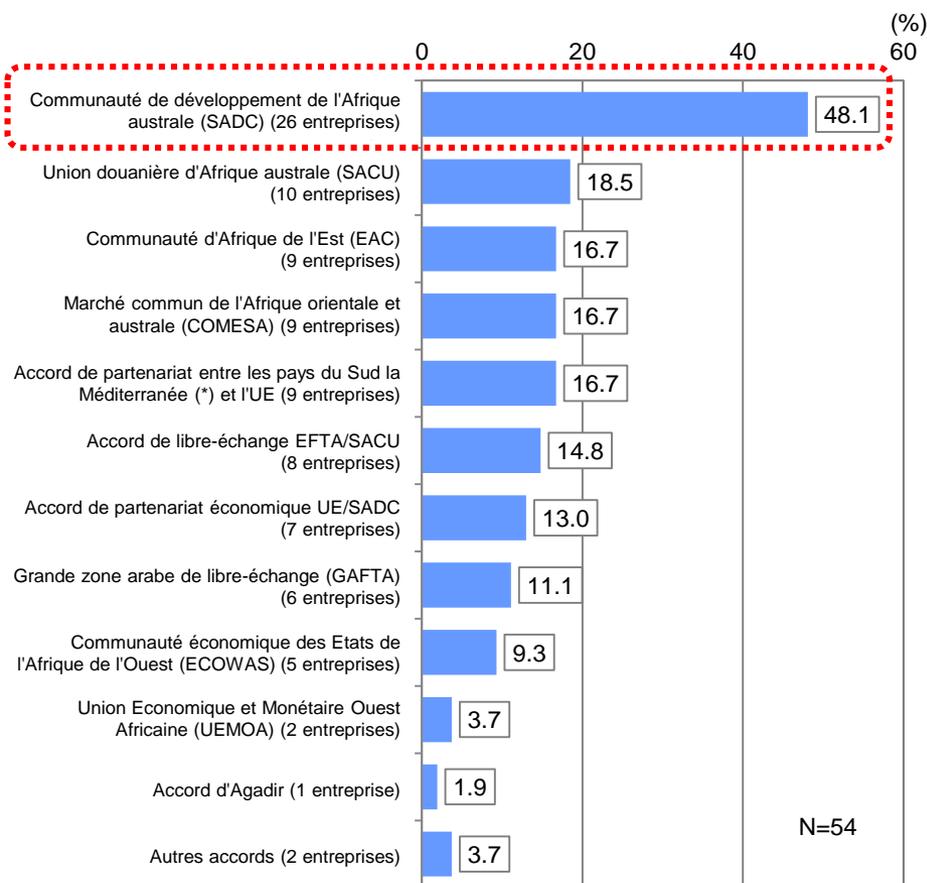


Étude 2017



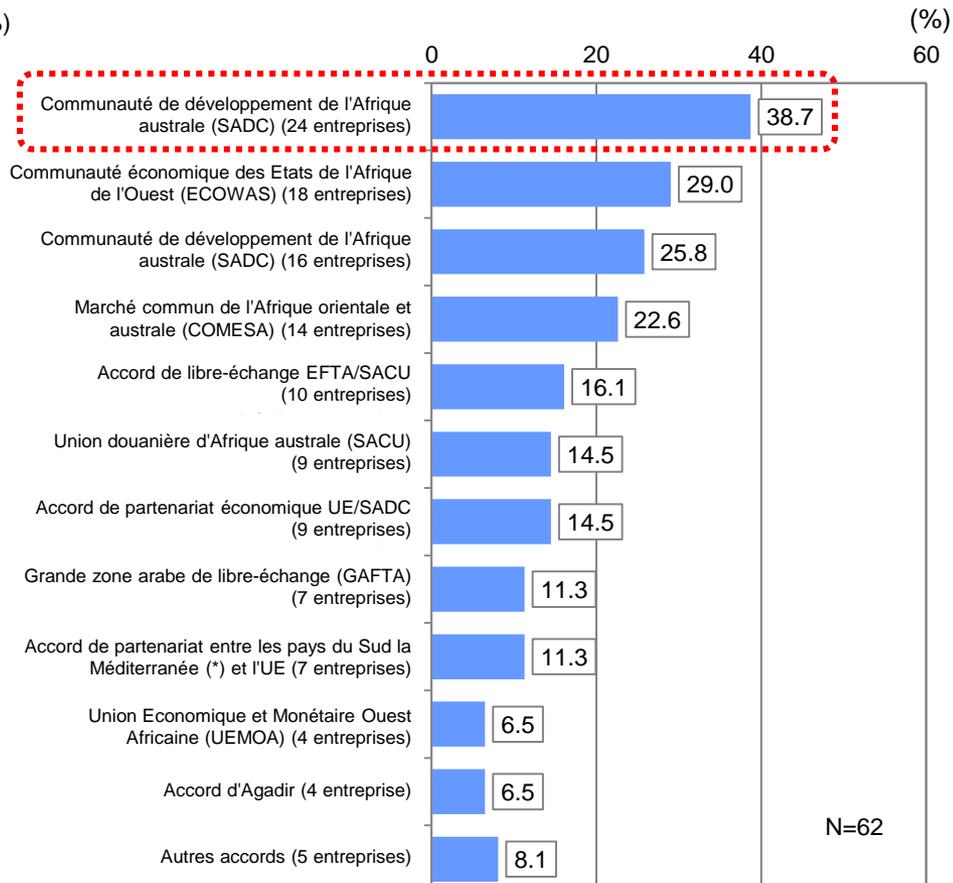
Utilisation des ALE/unions douanières 2 : détail des ALE utilisées ou dont l'utilisation est envisagée

ALE/unions douanières utilisées (plusieurs réponses possibles)



* Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc et autres

ALE/unions douanières dont l'utilisation est envisagée (plusieurs réponses possibles)



* Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc et autres

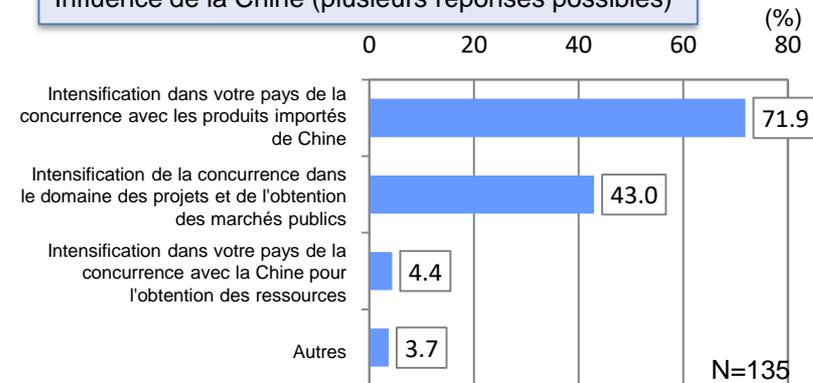
Opinions des entreprises japonaises envers la Chine et l'intensification de ses relations économiques avec l'Afrique

- Un peu plus de 40 % des entreprises ont signalé une « intensification de la concurrence » avec la Chine.
- On remarque particulièrement l'intensification de la concurrence avec les produits importés de Chine ou pour l'obtention des marchés publics.
- Cependant, il existe également des entreprises japonaises qui considèrent l'implantation des entreprises chinoises comme « un élargissement des opportunités commerciales ou un avantage ».
- Concrètement, la majorité de ces entreprises fondent leurs espoirs sur l'accroissement des opportunités de participation à des projets communs, ainsi qu'aux activités commerciales associées.

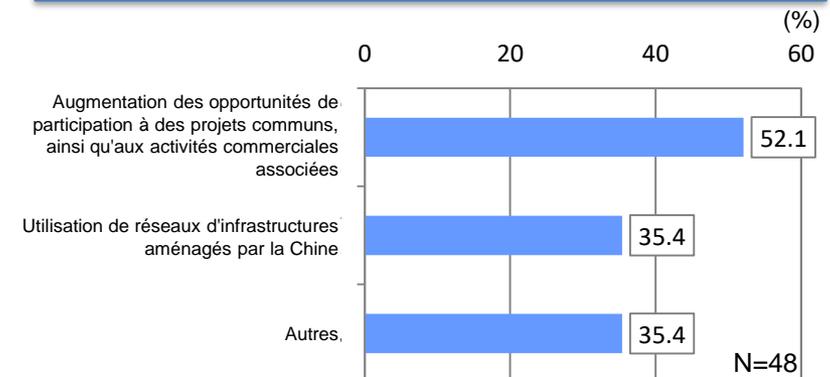
Opinion envers la Chine



Influence de la Chine (plusieurs réponses possibles)



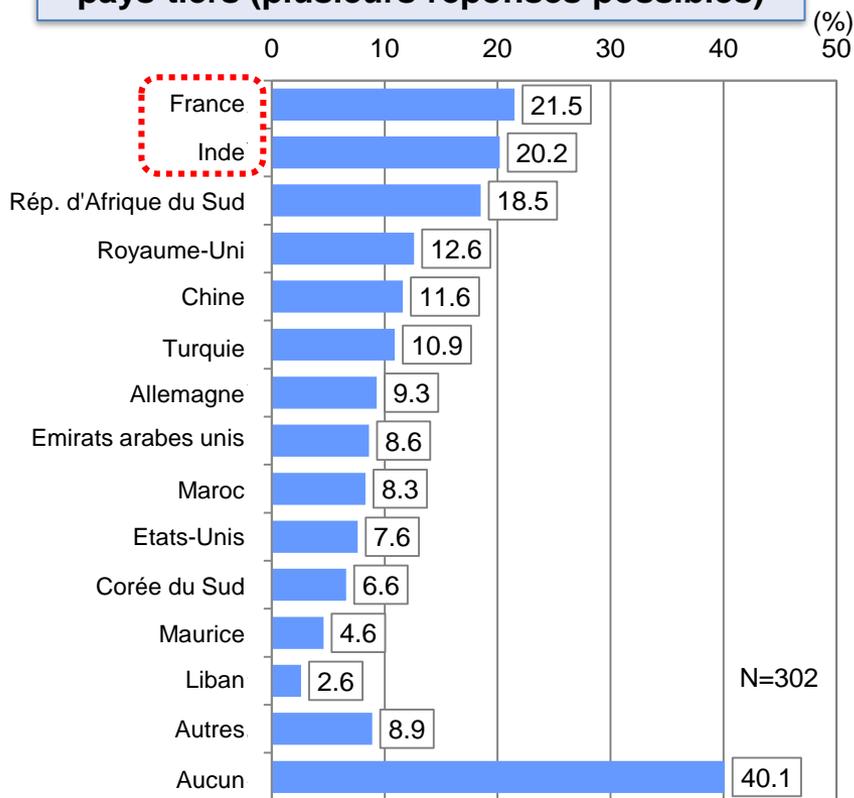
Avantages apportés par la Chine (plusieurs réponses possibles)



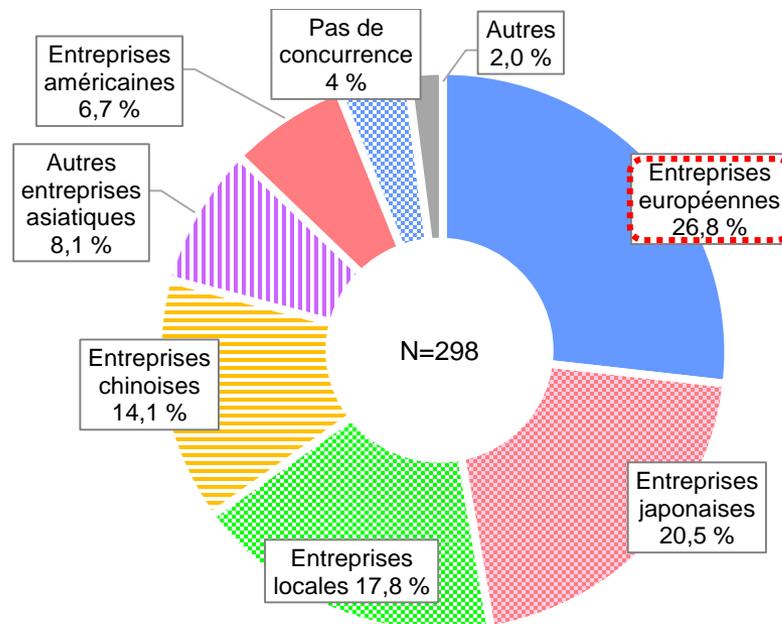
Coopération et concurrence avec les entreprises de pays tiers : la coopération avec la France et l'Inde est prometteuse

- En ce qui concerne la coopération avec les pays tiers, les collaborations avec les entreprises françaises, indiennes et de l'Afrique du Sud sont considérées comme prometteuses.
- Les entreprises japonaises attendent de la coopération avec la France la mise en place de nouveaux débouchés sur le marché de l'Afrique francophone, dans lesquels elles sont mal implantées.
- A l'inverse, c'est aussi avec les entreprises européennes telles que celles de la France ou de l'Allemagne qu'existe la plus forte concurrence.

Pays faisant l'objet de coopération avec les pays tiers (plusieurs réponses possibles)



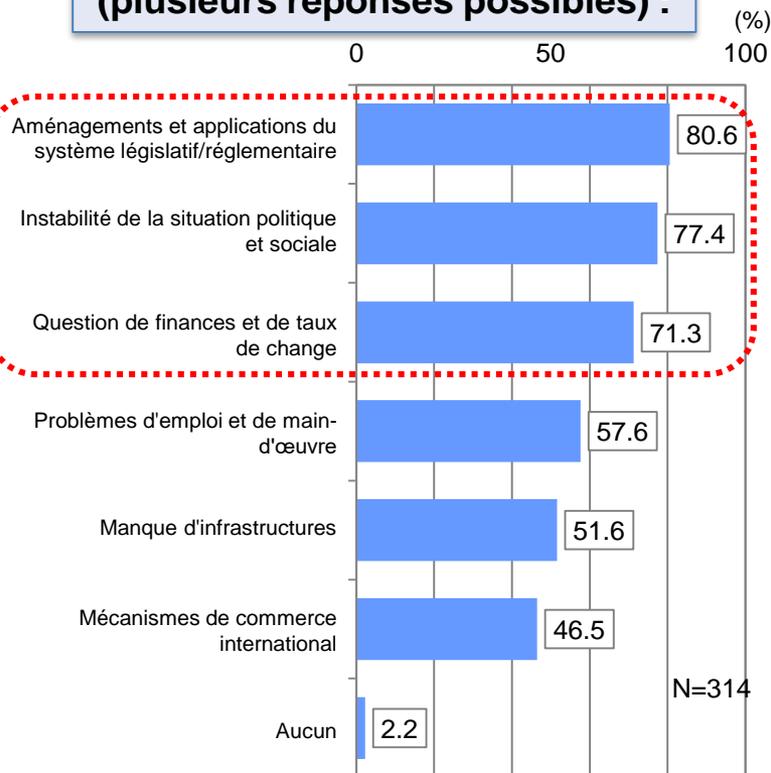
Entreprises avec lesquelles la concurrence est la plus forte



Risques liés à l'investissement en Afrique : l'aménagement et l'application des lois et des règlements sont les principaux défis

- Nous n'avons pas constaté d'amélioration en ce qui concerne « l'aménagement et l'application du système législatif/réglementaire », qui constitue toujours un risque majeur.
- Les inquiétudes concernant « l'instabilité de la situation politique et sociale » sont fortes au Kenya, ainsi que dans les puissances économiques telles que le Nigeria, l'Egypte ou l'Afrique du Sud.
- L'ordre public et la sécurité se sont dégradés au Nigeria et en Egypte en raison des craintes d'attaques d'organisations armées ou terroristes. Les élections du chef du parti au pouvoir en Afrique du Sud (décembre 2017) et les élections présidentielles au Kenya (août – octobre 2017) ont eu des conséquences manifestes.

Risques liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles) :



Par pays

	Aménagement et l'application du système législatif/réglementaire (%)	Instabilité de la situation politique et sociale	Question de finances et de taux de change	Problèmes d'emploi et de main-d'œuvre	Manque d'infrastructures	Mécanisme de commerce international	Aucun
Total (N = 314)	80,6	77,4	71,3	57,6	51,6	46,5	2,2
Mozambique (N = 16)	93,8	81,3	87,5	68,8	81,3	50,0	0,0
Ghana (N = 13)	84,6	15,4	76,9	46,2	69,2	53,8	7,7
Egypte (N = 38)	84,2	86,8	89,5	47,4	42,1	44,7	0,0
Nigeria (N = 22)	81,8	86,4	95,5	50,0	86,4	68,2	0,0
Rép. d'Afrique du Sud (N = 97)	79,4	89,7	70,1	72,2	41,2	33,0	1,0
Kenya (N = 38)	76,3	86,8	39,5	39,5	26,3	28,9	5,3
Maroc (N = 20)	75,0	50,0	45,0	40,0	40,0	45,0	10,0

Note 1 : les parties ombrées en rouge correspondent au pourcentage supérieur à la moyenne (ensemble).

Note 2 : les pays dans lesquels le nombre de réponses étaient inférieur à 10 ont été exclus.

Pays les plus attractifs 1 : comme l'étude précédente, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud en tête

- Les trois pays les plus attractifs sont, comme l'année dernière, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud.
- La Tanzanie (6e rang l'an passé), le Maroc (11e rang), ainsi que l'Ouganda (14e rang) ont gagné des positions par rapport à l'année précédente.

N = 251

	Pays	Pourcentage (%)	Atouts (commentaires des entreprises)
1	Kenya	37,1	Augmentation de la taille et potentiel de croissance du marché, infrastructures telles que la géothermie, leader de l'innovation de l'Afrique orientale et australe, affaires TIC, dynamisme du marché intérieur, zone économique spéciale de Mombasa, dynamique différente des pays exportateurs de matières premières
2	Nigeria	29,1	Taille du marché, augmentation de la population et de la demande intérieure, ressources telles que le pétrole, opportunité commerciale accrue dans le secteur des infrastructures telles que l'augmentation future de la demande en électricité, croissance des classes aisées et moyennes, diversification de l'industrie, plaque tournante de l'Afrique de l'Ouest
3	Rép. d'Afrique du Sud	28,0	Pays disposant de la meilleure infrastructure africaine, de loin la première puissance économique du continent, présence d'une industrie automobile, porte d'entrée vers l'Afrique et base de production, infrastructure (dont électricité) ou ressources, marché de consommation
4	Tanzanie	24,4	Projet de développement des infrastructures telles que la production électrique ou les infrastructures portuaires, pétrole, gaz naturel et ressources minières, dynamisme du marché intérieur, stabilité politique, débouchés à l'exportation tirant parti du SADC
5	Ethiopie	20,4	Augmentation de la population, potentiel de croissance, faible coût d'électricité et de main-d'oeuvre, qualité de la main-d'oeuvre, développement de l'industrie du vêtement à l'exportation, potentiel de base de consommation ou de fourniture
6	Maroc	18,5	Stabilité économique et politique, pays développés de l'Afrique, politique d'incitation à l'installation d'entreprises étrangères du gouvernement, porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest, industrie automobile, un grand nombre d'ALE, coopération avec les entreprises marocaines
7	Côte d'Ivoire	18,2	Stabilité économique et politique, stabilité des taux de change, centre de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique francophone, noyau de l'UEMOA et de l'ECOWAS, développement du marché de consommation, ressources agricoles
7	Mozambique	18,2	Ressources telles que le pétrole ou le gaz naturel, infrastructure telle que l'électricité ou les ports, développement de grands axes de circulation, marché SADC
9	Ghana	17,5	Pétrole et gaz, infrastructures telles que l'électricité, stabilité politique et sécurité, plaque tournante de l'Afrique de l'Ouest, développement du marché, proximité avec le Nigeria
10	Ouganda	16,7	Croissance la population et du marché, facilité à y mener des affaires du fait de la facilité à acquérir des terrains, marché EAC et proximité avec le Kenya

Pays les plus attractifs 2 : commentaires des entreprises sur les pays dont les rangs sont inférieurs à la 11e place

Pays	Atouts (commentaires des entreprises)
Egypte	Enorme marché de consommation, potentiel de base d'exportation ou de fourniture de par la faiblesse du coût de sa main-d'œuvre, son potentiel incluant les ressources, l'amélioration de l'économie et accélération du développement des infrastructures, point de rencontre entre les pays arabes et africains
Angola	Ressources telles que le pétrole, marché automobile ou deux-roues, ainsi que potentiel de croissance
Zambie	Ressources, potentiel de croissance, situation politique et ordre public stables
Rép. démocratique du Congo	Importance de la population, taille du marché, ressources telles que les métaux rares, demande latente, marché SADC
Algérie	Proximité avec l'Europe, ressources, taille du marché, faible coût et qualité de la main-d'œuvre
Zimbabwe	Potentiel de croissance
Rwanda	Environnement des affaires tel que le système d'aide du gouvernement au privé, sécurité élevée, affaires TIC, potentiel de croissance
Cameroun	Point d'entrée et plaque tournante de l'Afrique centrale, point stratégique reliant l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, ressources
Maurice	Mesures incitatives tel que l'exonération des taxes, environnement des affaires telles que de bonnes infrastructures
Madagascar	Ressources, potentiels (notamment d'augmentation de la demande)



Département des études internationales,
Service du Moyen-Orient et de l' Afrique
Ark Mori Building 6F, 12-32, Akasaka 1-chome,
Minato-ku
Tokyo 107-6006
Tél : +81 3-3582-5180
Fax : +81 3-3582-5309
E-MAIL: ORH@jetro.go.jp

[Clause de non-responsabilité]

L' utilisation des informations contenues dans le présent rapport est soumise au jugement et à la responsabilité de l' utilisateur. Le JETRO apporte tout son soin à fournir des informations aussi exactes que possible. En cas de préjudice lié à l' usage qui pourrait être fait des informations présentées dans ce rapport, il ne saurait en assumer la responsabilité. Nous vous remercions de votre compréhension.